CHARLES DE LANSALUT, Haïphong avocat-défenseur, administrateur de sociétés publiciste

Henri *Charles* Armand Louis Marie LE GAC DE LANSALUT

Né à Plouigneau (Finistère), le 16 juillet 1873.

Fils de Charles Marie Armand de Lansalut et d'Élisabeth Hélène de Carné de Carnavalet.

Marié, en 1903, avec Marie Pauline Catherine du Beaudiez, de Landerneau. Dont :

— Charles-Paul-Joseph-Marie (Haïphong, 18 mai 1904-Bordeaux, 30 juillet 1956) ;

— Michel-Louis-Marie (Haïphong, 28 août 1905-Haïphong, 29 janvier 1907) ;

— Marie-Charlotte (Haïphong, 2 novembre 1907-Angers, 25 juin 2002), mariée à Paris XVI^e, le 5 juin 1928, avec Jean de Gouyon de Coipel, enseigne de vaisseau.

Engagé volontaire pour quatre ans à Paris, le 4 novembre 1893, au 178^e d'infanterie. Caporal, puis sergent au 6^e rég. d'infanterie de marine (22 août 1894), au 2^e RIMA (29 nov. 1894) et au 6^e RIMA (11 sept. 1895). Congé (14 mars 1897). Réserve (4 nov. 1897).

Licencié en droit.

Avocat-défenseur en Cochinchine (13 oct. 1897), puis à Haïphong (11 jan. 1898).

Secrétaire et substituant de M^e Broutin, avocat-défenseur à Haïphong (1899). Associé plus tard à M^e Ribeiro, puis à M^{es} Larre et Coueslant. Démissionnaire (10 avril 1923).

Membre de la commission sur l'organisation maritime en Indochine (1917) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Flotte_indochinoise.pdf

Administrateur de la Société française des distilleries de l'Indochine (1922) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/SFDIC_1901-1932.pdf

et de sa filiale, la Société française des produits alimentaires azotés (1924) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/SFPAA.pdf

Administrateur de la Société des Charbonnages du Dong-Triêu :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Charbonnages_du_Dong-Trieu.pdf

Administrateur de diverses participations de la SFFC :

Ateliers maritimes de Haïphong :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Ateliers_Porchet-Haiphong.pdf

Crédit foncier de l'Indochine (1923) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Credit_foncier_IC.pdf

Société des papeteries de l'Indo-Chine (ca 1924) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Papindo.pdf

Imprimerie d'Extrême-Orient (ca 1924) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/IDEO.pdf

Société nouvelle des Phosphates du Tonkin (1924) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Phosphates_du_Tonkin_SN.pdf

Société indochinoise de charbonnages et de mines métalliques

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Charbonnages_Minmet.pdf

Chalandage et de remorquage de l'Indochine (1925) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/SACRIC.pdf

2/2

Secrétaire (1898), puis vice-président (1901) de la Société hippique de Haïphong :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Societe_des_courses-Haiphong.pdf

Propriétaire hippique (1901-1902).

Collaborateur du *Courrier d'Haiphong* :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Courrier_d'Haiphong.pdf

Chevalier de la Légion d'honneur du 4 août 1921 : avocat-conseil de la CCI Haïphong, notamment pour l'organisation et le fonctionnement des docks. Conseil juridique des plus importantes maisons de commerce du pays. Président pendant neuf ans de la chambre discipline avocats défenseurs près la cour d'appel de Hanoï.

L'un des représentants de l'Indochine à la chambre de commerce internationale (1923) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/IC-CCL_internationale.pdf

Administrateur du Comité du commerce et de l'industrie de l'Indochine (1924) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Comite_comm.+indus._I.C.pdf

Décédé à Paris, XVI^e, 19 bis, bd Delessert, le 4 mai 1927.

POUR LA DÉMOCRATISATION DU CONSEIL DE GOUVERNEMENT DE L'INDOCHINE

Ce mouvement d'opinion débouchera sur la création, en 1929, du Grand Conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine

LE CONSEIL DE GOUVERNEMENT DE L'INDOCHINE

(*La Dépêche coloniale*, 14 décembre 1920)

La réorganisation de cette assemblée la transformera en un organisme solide qui sera d'un concours puissant pour le gouvernement

M. Ch. de Lansalut, un des principaux Français de l'Indochine, vient de publier, dans le *Courrier d'Haiphong**, une étude compacte, et destinée au plus grand retentissement, sur la refonte, la composition et les attributions du conseil de gouvernement de l'Indochine.

Nous en donnons ici un résumé impartial.

Cette assemblée, qui est le principal rouage de toute la machine administrative de la colonie, n'est et n'a été jusqu'ici qu'une étiquette.

Elle comprend onze personnalités non fonctionnaires, élues du suffrage universel ou présidant nos conseils élus, contre quinze hauts fonctionnaires et cinq notables indigènes, au total dix huit personnes choisies par le gouverneur général, sans compter le général en chef et le commandant de la marine.

Ce conseil, ainsi composé et handicapé par sa composition même, délibère à huis clos. Ses procès-verbal paraissent huit ou dix mois après les sessions dont ils sont censés rendre compte. Aucune discussion ne peut s'instituer au sein de ce conseil, et les vœux des conseillers ne peuvent être émis que par une tolérance gracieuse du gouverneur général, qui permet seulement un exposé des motifs.

*
* * *

Voilà la composition et l'indépendance de l'assemblée qui arrête le budget général et les budgets locaux, qui donne son avis sur les impôts et sur toutes les grandes questions indochinoises, qui lui sont communiquées au galop et sans documentation, — ou sur documentation restreinte, communiquée à l'entrée en séance.

Tout le monde est en droit de protester contre une telle parodie, contre la **méfiance injustifiée du pouvoir central au regard de tous les Français non fonctionnaires**. Ces protestations ont été entendues ; un nouveau statut de la représentation indochinoise s'élabore. Mais quels seront, dans le recrutement, les attributions, et le fonctionnement du conseil ?

Il n'y a pas à en douter : à cause de l'éloignement de la métropole, à cause de la minorité de l'élément français vis-à-vis la masse indigène, à cause des traités avec les souverains protégés, le gouvernement de l'Indochine doit demeurer *autocratique*. Le conseil de gouvernement ne peut avoir que des attributions consultatives. Et le contre-pied au pouvoir administratif ne peut résider que dans l'autorité morale du conseil. Cette autorité doit être telle que le gouverneur général ne puisse jamais passer outre aux délibérations motivées du conseil.

Il faut donc un conseil fortement constitué, duquel l'élimination sans exception de tous les fonctionnaires s'impose. Le gouverneur général président s'entoure comme commissaires de gouvernement. des résidents supérieurs et des grands chefs de service. Les autres membres actuels du conseil doivent continuer d'en faire partie.

Et on doit y appeler, à côté d'eux, des membres élus, en nombre tel qu'ils soient vraiment représentatifs de la totalité des intérêts locaux.

Pour élire ces membres, il convient de scinder le corps électoral en deux catégories : l'une, comprenant tous les citoyens français ayant plus d'un an de séjour ; l'autre, comprenant tous les patentés ou leurs représentants justifiés. À cette seconde catégorie est attribuée la moitié des sièges à pourvoir ; l'autre moitié est répartie entre la première catégorie et les désignations du gouverneur général. Car il reste indispensable que celui-ci puisse faire appel et place à des compétences certaines.

*
* * *

La représentation des indigènes serait assurée par une consultation spéciale du corps électoral annamite dans chaque circonscription de la colonie, sur les bases qui servent actuellement à l'élection du conseil colonial et des chambres consultatives. Le nombre des membres devrait être de 40 à 60, les deux tiers des sièges étant réservés aux Français, et cette proportion pouvant changer, au fur et à mesure de l'accession des indigènes à notre civilisation et à notre culture.

Le conseil devrait être convoqué au moins une fois par an, avec préavis de quinze jours ; l'ordre du jour devrait être fixé d'avance et accompagné de la documentation, les séances seraient publiques, et les comptes rendus seraient publiés dans le mois qui suivrait la session.

Dans l'intervalle des sessions du conseil, ses attributions seraient dévolues à deux sections permanentes, une à Saïgon, l'autre Hanoi, convenables chaque fois que besoin serait.

À ce conseil devraient être soumis le budget général, les budgets locaux, les budgets annexes, les comptes administratifs. L'initiative demeurerait au gouverneur général ; mais aucune création ou suppression ne pourraient être arrêtées sans avis du conseil : si le gouverneur général passait outre à cet avis, il devrait motiver sa décision.

Seraient encore obligatoirement soumis au conseil tous changements en matière d'impôts et de droits de douane, les emprunts, les monopoles, les marchés et les fournitures excédant 40.000 piastres. Aucune mesure ne lui devrait échapper, sauf celles d'ordre militaire.

*
* *
*

Une telle réorganisation peut paraître insuffisante à ceux qui songent immédiatement à un Parlement indochinois et à l'autonomie de l'Indochine. Mais, à l'heure présente, nous ne pouvons pas soutenir la création d'un organisme qui pourrait, un jour, mettre en échec l'autorité du gouverneur général, représentant de la souveraineté française. Nous ne voulons rien de plus que nous assurer des garanties contre les excès ou les abus d'un pouvoir dont nous reconnaissons la nécessité.

Ainsi composé et compris, le conseil de gouvernement pourra rendre les plus grands services.

Pour le surplus, l'autonomie de la colonie est conditionnée par un statut réglant les rapports de la métropole, de manière à faire cesser la superposition contradictoire des lois, des règlements, des décrets et des arrêtés. L'intervention du Parlement français y est donc nécessaire. Soyons plus modestes, moins ambitieux, et contentons-nous, pour l'instant, de la garantie d'un conseil de gouvernement constitué suivant le projet qui vient d'être exposé.

Albert de Pouvourville.

La réorganisation du conseil le gouvernement de l'Indochine
(Premier article)
LES PROPOSITIONS DE M. LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL MERLIN
par M. DE LANSALUT
(*La Dépêche coloniale*, 27 mars 1925)

Ce n'est pas aux lecteurs de la *Dépêche coloniale* qu'il est besoin de rappeler qu'au premier rang des revendications formulées, depuis plus de vingt ans, par les résidents français en Indochine figure l'institution d'un organisme local, les associant vraiment à la gestion financière et économique d'un pays à l'essor duquel ils contribuent si puissamment. Déjà en 1918, je constatais, dans le *Courrier d'Haiphong*, qu'à l'exception des bénéficiaires du régime en vigueur, tout le monde en Indochine était excédé de la parodie de représentation que constituait le conseil de gouvernement dans les termes et conditions du décret de 1911, dernier texte organique de cette assemblée, dont l'institution première remonte à 1887. Pour mieux comprendre cet état d'esprit, qui n'a fait que s'accroître depuis, il suffira de résumer ici l'économie générale de l'organisation de l'assemblée dont il s'agit.

Si le gouverneur général a l'obligation de faire arrêter en conseil les divers budgets de la colonie, pratiquement c'est là une pure formalité, du seul fait que les projets de budgets sont parfaitement inconnus des membres non fonctionnaires du conseil jusqu'au jour de l'ouverture de la session qui ne dure que deux ou trois jours.

Séances secrètes

Au surplus, le conseil n'est qu'une chambre d'enregistrement des volontés du gouverneur général, la majorité du conseil étant composée de membres fonctionnaires, majorité que renforce encore la délégation indigène, dont la composition, à une exception près, relève exclusivement de l'administration. Dans ces conditions, toute

intervention utile au sein du conseil est, pour ainsi dire impossible, toute discussion, en tous cas, vite étouffée. Le gouvernement dénie même au conseil le droit d'exprimer des vœux et le temps n'est pas lointain où un gouverneur général déclarait que le dépôt des vœux était de sa part une simple tolérance et ajoutait « qu'il autorisait le dépôt de vœux, non pas du conseil, mais de ses membres individuels, développement de motifs mais pas de discussion » (*Journal officiel de la colonie*, 30 décembre 1915).

Bien entendu, les séances du conseil se tiennent à huis clos, et quant aux procès-verbaux, établis par les seuls bureaux du gouvernement général, ils ne constituent que des résumés analytiques des déclarations des membres du conseil, souvent édulcorées, s'il y a lieu. Enfin, le point de savoir où commencent et où finissent les questions intéressant l'Indochine à soumettre au conseil est laissé à l'entière discrétion du gouverneur général.

Les protestations des Indochinois contre un régime représentatif aussi peu digne d'eux-mêmes que des intérêts de plus en plus considérables engagés dans la colonie, protestations auxquelles vinrent s'ajouter, pour des causes identiques, celles d'autres colonies, notamment de Madagascar, finirent par trouver un écho au Parlement. Le 30 mai 1922, la Chambre était saisie d'une proposition de loi émanant de l'initiative de MM. Bousset, Valude, Taittinger, Petit, Bluysen, Georges Barthélemy, Outrey, Diagne, Morinaud, Accambray, Roux-Freissineng, Gasparin, Flori, Antériou, tendant à la création d'assemblées élues dans les colonies et pays de protectorat avec pouvoirs réels de délibération et de contrôle.

M. Long*, qui, à l'époque, était gouverneur général de l'Indochine, était trop avisé pour ne pas se rendre compte qu'au courant d'opinion qui s'affirmait ainsi de plus en plus, tant dans la métropole que dans la colonie, il était impossible de résister bien longtemps encore. Il se préoccupa donc d'asseoir sur des bases nouvelles l'organisation de l'assemblée représentative réclamée par ses administrés. Mais M. Long était trop foncièrement autoritaire et jaloux des prérogatives du gouverneur général pour ne pas aborder le problème avec le souci de ne porter aucune atteinte aux pouvoirs presque régaliens dont est investi le gouverneur général de Indochine.

Un projet

Le projet arrêté par lui, et qui existe aux archives du gouvernement général, prévoyait tout d'abord l'institution d'un conseil de gouvernement exclusivement composé des grands chefs de services, avec pouvoirs d'arrêter tous budgets, de délibérer sur tous les actes de gestion de la colonie.

Sous le titre II du même projet était instituée, sous le nom de Congrès de l'Union indochinoise, une assemblée exclusivement composée des délégués français et indigènes mandatés par les divers corps élus de la colonie, au nombre de dix-neuf délégués français contre dix-huit délégués indigènes. Le mandat de tous ces membres du Congrès était limité à un an ; les séances du conseil n'étaient pas publiques. Quant aux attributions du Congrès, elles étaient sensiblement les mêmes que celles dévolues à l'actuel conseil du gouvernement. Au scrutin secret, le Congrès avait cependant le droit de voter des vœux présentes par cinq membres au moins.

Par cette analyse du projet de M. Long, il est aisé de se rendre compte que la réforme était de pure façade, que, mieux, elle constituait presque un recul sur la réglementation en vigueur, puisque en définitive, le Congrès était subordonné au conseil de gouvernement, celui-ci exclusivement composé de fonctionnaires.

M. Long, étant décédé à Colombo en janvier 1923, au cours de son voyage de retour en Indochine, son projet ne vit jamais le jour ; mais, comme on va pouvoir s'en rendre compte, M. Martial Merlin, qui remplace M Long dans les fonctions éminentes de gouverneur général de l'Indochine, s'est tellement imprégné du projet de son prédécesseur que le projet par lui communiqué au conseil de gouvernement le 26 novembre dernier n'en diffère guère.

Les idées de M. Martial Merlin

C'est cependant dans un esprit tout différent que M. Martial Merlin, évoquant ce problème de la représentation des intérêts économiques de l'Indo-Chine, problème qu'il savait faire l'objet des préoccupations des Indochinois, s'est exprimé lors de l'ouverture de la session du conseil de gouvernement de 1923.

Les déclarations faites en la circonstance par M. Martial Merlin empruntent à la personnalité de leur auteur une telle autorité et sont en même temps si intéressantes pour la discussion des projets ultérieurs du gouverneur général qu'il est nécessaire de les reproduire ici :

« Le conseil du gouvernement général tel qu'il a été institué par les actes de 1911 ne correspond plus ni aux circonstances ni aux idées nées de la guerre, ni aux progrès accomplis par le pays. L'Indochine, par son développement, par sa fortune sans cesse accrue, par le rayonnement qu'elle exerce aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue moral, dans tout l'Extrême-Orient, par le rôle de Métropole Seconde qu'elle est appelée dans les vues justes du gouvernement à jouer jusqu'aux confins du Pacifique, prend peu à peu figure de Dominion.

Dans ces conditions, il devient nécessaire qu'auprès du gouverneur général, chargé des intérêts supérieurs de l'Union indochinoise et représentant auprès d'elle les intérêts nationaux de la métropole, il y ait une assemblée indépendante du pouvoir exécutif. Puisant dans une sage mesure son autorité dans tous les éléments de richesse et de travail du pays, cette assemblée sera qualifiée pour faire valoir avec plus de force auprès du gouverneur général les vœux de l'opinion publique locale et pour appuyer ce haut fonctionnaire dans la défense auprès de la métropole des intérêts primordiaux de l'Indochine.

« Par la suite, elle pourra prendre progressivement son véritable caractère, qui doit être finalement celui, non seulement d'une assemblée financière qui fixe les taxes et délibère les budgets, mais d'un conseil législatif appelé à assister le gouverneur général dans tous ceux de ses actes qui intéressent l'ensemble des pays qui constituent l'Union indochinoise. Une semblable institution est en outre l'instrument le plus sûr pour donner à l'Indochine le sentiment exact des intérêts communs qui la régissent et faire perdre aux intérêts locaux ce qu'ont parfois d'excessif leurs exigences particularistes. »

Paroles exactes

Réserves faites pour le mot « Dominion » que l'on pourrait critiquer, ce langage était parfait, et d'ailleurs ces déclarations de M. Martial Merlin furent enregistrées avec satisfaction par tous ses administrés. Malheureusement, les Indochinois avaient compté sans l'influence qui devait exercer sur le gouverneur général son entourage immédiat, composé de fonctionnaires fortement pénétrés de la nécessité de n'abdiquer sous aucune forme aucune parcelle des pouvoirs de la haute administration indochinoise. Peut-être M. Martial Merlin a-t-il, lui aussi, subi les réactions de ces milieux extrême-orientaux, si particulièrement favorables à l'exacerbation du sens de l'autorité chez tous ceux qui sont nantis de quelque commandement.

Quoiqu'il en soit, il est constant que le projet de refonte du conseil de gouvernement arrêté par M. Martial Merlin est loin, très loin même, de répondre aux légitimes aspirations des Français d'Indochine comme de l'élite annamite. Il est non moins indiscutable que la nouvelle organisation proposée ne constitue qu'un outil tout à fait imparfait mis au service de l'essor de l'Indochine.

Pour justifier ces propositions, une rapide analyse des projets soumis par le gouverneur général à son ministre s'impose ici.

Congrès

Sous la dénomination toujours de Congrès de l'Union indochinoise, M. Martial Merlin propose la création d'une assemblée composée de trente Français et de dix-sept indigents élus pour un an et constituée comme suit :

Le député de la Cochinchine ; Les délégués au Conseil supérieur des colonies du Cambodge, de l'Annam, du Tonkin ;

Le président, le vice-président français et un délégué français du conseil colonial de Cochinchine ; le vice-président indigène et un délégué indigène de ce même conseil ;

Les présidents des chambres de commerce de Saïgon, Haïphong et Hanoï, en outre un délégué français et un délégué indigène de chacune de ces assemblées consulaires ;

Mêmes délégations par les chambres d'agriculture de la Cochinchine et du Tonkin ;

Les chambres mixtes de commerce et d'agriculture du Cambodge et de l'Annam mandateront au congrès chacune trois représentants français, dont leurs présidents respectifs, et encore chacune un délégué indigène ;

Les conseils municipaux de Saïgon, Haïphong, Hanoï, les commissions municipales de Cholon, Pnom-Penh et Tourane enverront respectivement un de leurs membre siéger au congrès ;

Celui-ci comprendra encore un délégué français du Laos ;

Enfin, chacune des chambres consultatives indigènes ou Cambodge, de l'Annam, du Tonkin et du Laos aura deux délégués au congrès.

Le congrès sera consulté obligatoirement sur les projets de budgets, les projets d'emprunts, les plans de campagne des travaux publics, les comptes définitifs, sur les impôts ou taxes de toute nature perçus au profit du budget général ou des budgets locaux.

Conseil

Superposé à ce congrès, M. Martial Merlin propose le maintien du conseil de gouvernement, transformé en conseil supérieur de l'Indochine, lequel conseil, à l'issue de la session ou congrès, arrêtera le budget général et ses annexes, le plan de campagne des travaux, les budgets d'emprunt, les comptes définitifs, les projets d'emprunts. Ce conseil déterminera encore les subventions à allouer aux budgets locaux ou les contributions à réclamer d'eux, approuvera les budgets locaux, établira les taxes et contributions, sous réserve le cas échéant de l'approbation nécessaire du pouvoir métropolitain.

Ce Conseil supérieur sera composé de dix-huit membres fonctionnaires, de treize membres français désignés par le congrès ; mais, obligatoirement, feront partie de cette délégation le député de la Cochinchine, les trois délégués au Conseil supérieur des colonies, les présidents des corps élus (d'où il suit qu'en définitive, le congrès n'aura qu'un membre à élire pour compléter cette délégation).

Dans ce même Conseil supérieur, les indigènes auront cinq représentants, savoir : le vice-président indigène du conseil colonial de Cochinchine, les représentants des gouvernements protégés de l'Annam et du Cambodge, un représentant du roi de Luang-Prabang, un notable indigène du Tonkin.

Dans l'intervalle des sessions du Conseil supérieur, ce dernier, réduit à un effectif que M. Martial Merlin n'a ni indiqué ni classifié, sera érigé en conseil d'administration ayant sensiblement les mêmes attributions que l'actuelle commission permanente.

Critiques

Ces projets de M. Martial Merlin, soumis le 26 novembre dernier à l'examen des membres du conseil de gouvernement, firent l'objet de diverses observations de M. de Monpezat, délégué de l'Annam au conseil supérieur des colonies ; de M. Fays, président du conseil colonial de Cochinchine ; de M. Labaste, président de la chambre d'agriculture de Cochinchine.

Résumant les critiques par lui formulées, M. de Monpezat conclut que « la nouvelle réglementation proposée constituait un recul indéniable au point de vue de la représentation réelle, sincère et loyale des populations indochinoises ».

M. Fays, en même temps qu'il s'associait aux critiques élevées par le délégué de l'Annam, insista énergiquement sur les intrigues et les pressions auxquelles sera livré le congrès de par sa constitution même ; il en fit voir les dangers. dont le moindre, dit-il, ne serait pas le discrédit total dans lequel tomberait l'assemblée.

M. Labaste n'hésite pas à conclure que le nouveau régime proposé était tellement régressif qu'il lui préférerait encore le *statu quo*.

Le lendemain, 27 novembre, M. Martial Merlin emportait cependant l'approbation de ses projets par tous les membres du conseil de gouvernement. Dans l'intervalle, M. Martial Merlin avait négocié avec ses contradicteurs de la veille et les avait apaisés en consentant simplement à ouvrir l'accès du congrès à trois nouveaux membres français, et, surtout, en faisant entrer dans la composition du conseil supérieur treize membres français contre dix-huit fonctionnaires, dont précisément obligatoirement, le député de Cochinchine, les trois délégués au conseil supérieur des colonies et les présidents des corps élus.

L'approbation des projets de M. Martial Merlin ainsi intervenue n'engage que ceux qui l'ont consentie, et elle est opposable à la masse des Indochinois qui, en réclamant comme ils l'ont fait depuis vingt ans la refonte du conseil de gouvernement, ont entendu, de la façon la plus certaine, être dotés d'un organisme qui, par sa composition comme par ses attributions, soit véritablement représentatif de l'effort de colonisation hors de pair poursuivi en Indochine par tous et dans les domaines les plus variés.

Appel au ministre

Or, les projets de M. Martial Merlin, même amendés comme ils l'ont été à la dernière minute, en conséquence des critiques formulées par le délégué de l'Annam, les présidents du conseil colonial et de la chambre d'agriculture de Cochinchine, ne satisfont en aucune façon à ces revendications. Du seul fait des conditions de recrutement de ses membres, le congrès ne saurait jouir d'aucun crédit ; ses attributions restent aussi étriquées que celles de l'actuel conseil de gouvernement ; par surcroît, il se trouvera sous la dépendance complète du nouveau conseil supérieur de l'Indochine, dont l'institution est, en son principe, des plus critiquables, mais qui, composé d'une majorité de fonctionnaires, sera, en tout cas, à l'entière discrétion du gouverneur général.

Fort heureusement, dans cette question capitale pour l'Indochine, il reste possible d'en appeler au ministre des colonies. C'est cet appel qui va être interjeté ici, et interjeté avec la confiance que M. Daladier ne voudra pas sanctionner de sa haute approbation des projets qui ne résistent pas à la discussion, qui ne remplissent pas l'Indo-Chine de ses droits et ne sont, en aucune façon, bien au contraire, susceptibles de concourir à accentuer son développement économique.

La réorganisation du conseil le gouvernement de l'Indochine

(Deuxième article)

DANS QUEL SENS, ELLE DEVRAIT ÊTRE RÉALISÉE

par M. DE LANSALUT

(*La Dépêche coloniale*, 28 mars 1925)

Commandant le 26 novembre dernier ses projets de création d'une assemblée représentative indochinoise, M. Martial Merlin disait :

« L'évolution économique de l'Indochine, l'importance des intérêts qui s'y développent, l'état des mœurs et de l'esprit, justifient qu'on place désormais auprès du gouverneur général une assemblée qui, par ses origines, soit complètement indépendante de l'administration et qui représente aussi exactement que possible toutes les valeurs de la vie indochinoise ».

Il ajoutait qu'une telle assemblée permettrait au gouverneur général d'être en communion étroite avec l'opinion publique, lui apporterait le concours d'expériences diverses acquises en dehors de l'administration, fortifierait l'autorité des actes du gouverneur général auprès de l'opinion publique et des pouvoirs métropolitains.

Aux considérations générales ainsi formulées par M. Martial Merlin, l'on ne peut que souscrire sans réserves, mais, pour que la nouvelle institution puisse apporter au gouverneur général « le concours d'opinions libres, d'avis éclairés, de vœux réfléchis » et fortifier son autorité, encore faut-il que les modes de désignation des membres de la future assemblée soient différents de ceux prévus par M. Martial Merlin.

Système défectueux

Le système adopté par M. Martial Merlin, qui consiste à ne faire mandater les membres de cette assemblée que par les divers corps élus de l'Indochine, exception faite pour le député de la Cochinchine et les délégués au Conseil supérieur des colonies qui, eux, feraient de droit partie de l'assemblée, est le système le moins susceptible de conduire aux résultats que s'est proposés M. Martial Merlin. Ce système ne résiste pas, d'ailleurs, à l'examen détaillé de ses dispositions.

À cet regard, le système arrêté par M. Martial Merlin aboutit à cette première contradiction qu'au Cambodge et en Annam, les Français, simples employés de commerce, concourent au premier degré à la formation du congrès, parce que électeurs des chambres mixtes de commerce de ces deux régions, alors que les Français de cette même catégorie n'étant pas inscrits sur les listes électorales des chambres de commerce de la Cochinchine et du Tonkin n'auront aucune part à la désignation par ces chambres des membres du congrès.

En second lieu, faire désigner les membres de cette assemblée par les divers corps élus de la colonie, c'est proprement investir d'un droit de vote plural tous ceux qui sont à la fois électeurs du conseil colonial. des conseils municipaux de l'Indochine, des chambres de commerce ou d'agriculture ou des chambres mixtes, observation étant par contre faite ici qu'il se trouve en Indochine des patentés tels les avocats, les notaires, les médecins, les exploitants de mines (autres que les fondés de pouvoirs des sociétés anonymes, qui, eux, ne sont pas inscrits sur les listes consulaires.

Incohérence

Au Tonkin, en Annam et au Cambodge, tous ceux qui ne sont pas électeurs des chambres de commerce, d'agriculture ou des chambres mixtes et qui, domiciliés hors des villes dotées de conseils municipaux, acquittent l'impôt foncier, ne seront représentés au congrès par les délégués de ces pays au conseil supérieur des colonies, et ce dans le même temps ou ceux des habitants des villes érigées en municipalités auront action par leur bulletin de vote aux élections municipales sur la formation du congrès, bien que ne possédant pas un arpent de terre au soleil de l'Indochine.

Dans le système proposé, la représentation de chacune des chambres de commerce, d'agriculture ou des chambres mixtes est numériquement égale pour chacune d'elles, alors cependant que ces divers groupements représentent des intérêts économiques tout à fait différents comme importance.

Principe de droit

Cette conclusion est strictement conforme à ce principe du droit constitutionnel français, qui veut que l'impôt soit consenti par l'ensemble des citoyens et suivant la

règle du suffrage universel, et il n'est aucune raison qui puisse militer en faveur de sa transgression en Indochine.

En Algérie, il est vrai, concurremment avec les colons, participent à l'élection des membres des délégations algériennes, organisme par définition purement représentatif d'intérêts économiques, seulement les Français inscrits au rôle des contributions directes. Mais outre que ce système est autrement libéral que celui proposé par M. Martial Merlin, il apparaît aujourd'hui absolument intolérable à l'opinion publique algérienne, qui réclame l'application aux délégations algériennes des mêmes conditions d'électorat que celles qui régissent les élections législatives.

En Tunisie, lors de l'institution en 1922, du Grand Conseil, organisme lui aussi représentatif des intérêts économiques, le droit de vote a été expressément reconnu à tous les Français établis dans la Régence.

Les Français électeurs

À l'heure où il est procédé à la réforme du Conseil de gouvernement de l'Indochine, l'on chercherait vainement à comprendre pourquoi les Français résidant en Indochine verraient fixer sur des bases moins libérales, en ce qui les concerne, les conditions d'électorat à une assemblée du même ordre que le Grand Conseil de Tunisie. On le comprendrait d'autant moins que ce n'est pas à quarante-huit heures de la métropole, et sous un climat aussi clément que le climat méditerranéen, que les Français d'Indochine poursuivent un effort de colonisation tellement magnifique qu'il force déjà l'admiration de tous, et que, d'autre part, le budget tunisien ne se compare pas aux budgets de l'Indochine qui, pour l'exercice en cours, se balancent en recettes et dépenses par près d'un milliard et demi de francs.

S'attarder à justifier par d'autres considérations que celles qui précèdent la nécessité de faire appel aux suffrages de tous les Français, âgés de vingt et un ans, résidant en Indochine depuis deux ans, lorsqu'il s'agira de fixer le mode de désignation des membres du congrès, paraît inutile. De suite cependant, et pour en terminer avec cette partie du problème examiné, il doit être entendu que, par contre, seraient inéligibles tous les fonctionnaires, de quelque ordre que ce soit.

Le droit des citoyens

Après avoir ainsi sommairement plaidé la cause imperdable du droit de tout citoyen français de concourir par son bulletin de vote à la formation du congrès, il devient permis d'affirmer la nécessité et la justice de dispositions constituant en un corps électoral distinct du précédent tous les représentants des intérêts économiques engagés en Indochine.

En Algérie, lors de l'institution des Délégations algériennes en 1898, il a paru nécessaire, pour assurer la sauvegarde des intérêts de la colonisation agricole, qui est un des facteurs dominants de la prospérité de l'Algérie, de classer les électeurs en deux catégories : les colons et les non-colons. Ce compartimentage du corps électoral a donné les plus heureux résultats, et son maintien est réclamé, même par ceux qui poursuivent dans le sens de l'extension de ses attributions et de la simplification de son fonctionnement la réforme des délégations algériennes.

Ce cloisonnement se retrouve encore en Tunisie, dont le Grand Conseil est élu séparément par les représentants des intérêts économiques et les représentants de la colonie française.

Alors que le Congrès de l'Union indochinoise, à l'instar des Délégations algériennes et du Grand Conseil de Tunisie, ne doit être qu'une assemblée d'affaires et non une assemblée politique, il convient encore de s'inspirer de ce qui a été fait en Algérie.

En Indochine, les intérêts commerciaux, agricoles, industriels, ont besoin d'être protégés contre les erreurs toujours possibles du suffrage universel, moins averti des facteurs qui conditionnent ces diverses branches de l'activité économique de la colonie.

Les capitaux français présentement investis en Indochine dépassent 4 milliards de francs ; ceux qui ont ainsi fait confiance aux possibilités de la colonie méritent quelques égards spéciaux, aussi bien des pouvoirs publics que de leurs compatriotes, et ce n'est pas être exigeant que de vouloir leur assurer la certitude qu'au sein d'une assemblée purement économique, ils pourront participer à la bonne gestion du patrimoine commun, gestion à laquelle ils sont particulièrement intéressés. Inversement, il y a tout avantage pour la colonie à s'assurer le concours d'hommes rompus à la direction des grandes affaires, en contact tous les jours avec les réalités de la lutte économique. La collaboration qui s'établira ainsi dans le congrès, entre les représentants des intérêts économiques et les mandataires des autres éléments de la population française de l'Indochine aura encore cet heureux effet de faire mieux apparaître à chacun la solidarité de tous les intérêts indochinois, et suivant le vœu justement manifesté par M. Martial Merlin, de hâter la disparition des particularismes locaux.

Mode électoral

Bien entendu, et pour les motifs d'ordre général précédemment déduits, et qui conservent en la circonstance toute leur valeur, c'est aux suffrages directs des électeurs consulaires et agricoles qu'il faudra recourir pour constituer au sein du Congrès la délégation des intérêts économiques. Il serait, d'ailleurs, parfaitement incohérent de faire mandater ces délégués par les seuls membres des chambres de commerce ou d'agriculture, comme proposé par M. Martial Merlin, alors que les autres membres du Congrès seraient issus d'une consultation du suffrage universel. En outre, maintenir le mode de recrutement ainsi proposé, ce serait favoriser au sein de collèges restreints à une douzaine de personnes toutes les intrigues, saper dans son principe l'autorité des représentants des intérêts économiques.

Pratiquement, les électeurs de l'Indochine, pour la formation du Congrès, seront donc groupés en deux collèges distincts, l'un comprenant les commerçants et industriels payant patente, et encore les agriculteurs chefs d'exploitation, l'autre tous les Français ne rentrant pas dans les deux catégories sus-indiquées, sans que la même personne puisse figurer dans les deux groupements. Les élections auraient lieu au scrutin de liste, par région (ce qui unifiera la représentation des intérêts économiques du Tonkin présentement divisée, sans aucune raison, entre les chambres de Haïphong et d'Hanoï) ; la liste des intérêts économiques devrait obligatoirement comprendre un nombre à déterminer par région de candidats des intérêts agricoles, et chacun des groupements enverrait siéger au Congrès un même nombre de représentants.

Les intérêts indigènes

Reste à traiter maintenant la question de la représentation des intérêts des indigènes.

Sur le principe de cette représentation, il ne saurait y avoir place à la moindre discussion. S'il est vrai que les impôts en Indochine n'affectent pas de la même manière les Français et les indigènes, il reste que l'indigène est un contribuable, et même un gros contribuable. Au même titre que le Français, l'indigène a donc le droit d'être associé à la gestion financière et économique de son pays. Cette association laisse subsister dans son intégralité le principe de la souveraineté de la France sur les territoires français de l'Indochine ; elle se concilie parfaitement avec les traités qui nous ont investi du Protectorat de l'Annam et du Cambodge.

Par ailleurs, octroyer à l'indigène le droit de délibérer, au même titre que les Français, dans toutes les questions dont le congrès aura à connaître — concession qui contrastera avec les procédés despotiques du gouvernement annamite avant le Protectorat — ce sera lui fournir une preuve nouvelle de notre libéralisme, lui donner un gage tangible de la confiance que nous lui faisons et, à tous égards, faire acte de bonne politique.

Égalité de droit

Pour les motifs très judicieusement indiqués par M. Martial Merlin, et contrairement aux errements suivis en Algérie et en Tunisie, au sein du congrès, aucune distinction d'aucune nature ne devra être faite entre les délégations françaises et indigènes ; tous les membres du congrès devront avoir les mêmes droits et concourir dans des assemblées communes, aussi bien en séances publiques que dans les commissions, à l'étude et à la discussion de tous les problèmes rentrant dans les attributions du congrès.

Toutefois, pour mieux affirmer et sauvegarder les droits de souveraineté de la France, et parce que, longtemps encore, la mise en valeur de l'Indochine sera essentiellement l'œuvre de la France, il convient d'assurer au sein du congrès, comme des commissions, la majorité aux représentants des délégations françaises. En Algérie, dans toutes les assemblées élues, la représentation indigène est du tiers de la représentation française ; en Tunisie, le Grand Conseil compte 44 membres français contre 18 membres indigènes. M. Martial Merlin propose d'attribuer 30 sièges aux Français, 17 à nos sujets ou protégés ; compte tenu des rentrées en France, il paraît préférable de limiter la représentation indigène à la moitié de l'effectif total des membres français.

La durée du mandat des uns et des autres serait la même : deux ans de préférence à un.

Électeurs indigènes

Traitant le 26 novembre dernier, de la désignation des membres indigènes du congrès, M. Martial Merlin constatait que les corps électoraux indigènes étaient encore trop neufs dans l'exercice de leurs fonctions pour que l'on se risque, sans imprudence, à leur confier dès maintenant le soin d'élire directement les membres d'une assemblée appelée à suivre les problèmes financiers les plus considérables de l'Indochine. Partant de ce postulat, M. Martial Merlin fait mandater dans son projet les représentants indigènes au congrès par le conseil colonial de Cochinchine, les chambres de commerce d'agriculture, les chambres mixtes et les assemblées consultatives indigènes de la colonie.

Qu'en l'état de l'instruction de la masse indigène en Indochine, il soit prématuré de faire appel au suffrage universel de nos sujets ou protégés pour la formation de la délégation indigène au congrès, rien de plus exact. Mais l'on ne voit pas quelle objection valable pourrait être faite au système qui consisterait à faire élire directement les délégués indigènes au congrès par leurs compatriotes participant déjà à l'élection des divers corps consulaires, agricoles consultatifs sus-indiqués, ou du conseil colonial.

*

* *

S'en rapporter aux membres indigènes de ces corps élus du soin d'investir quelques-uns d'entre eux de la haute dignité de membres du Congrès, c'est les exposer tous aux tentatives de corruption les plus certaines ; par surcroît, le système critique aboutit à ce résultat que les délégués indigènes au congrès du conseil colonial, des chambres de commerce, d'agriculture et des chambres mixtes, seront en réalité les délégués des Français qui sont en majorité très nette dans tous ces corps constitués.

Si développées que soient les observations si arides qui procèdent, elles sont loin d'avoir épuisé la discussion du problème évoqué du mode de désignation des membres du congrès indochinois, si tant est qu'il faille conserver cette appellation quelque peu prétentieuse. Elles suffisent cependant, semble-t-il, pour justifier les critiques formulées contre les projets de M. Martial Merlin et pour militer en faveur des solutions respectueusement soumises à l'examen du ministre des colonies.

Ces critiques et conclusions s'autorisent de l'expérience acquise par vingt-cinq ans de séjour en Indochine, et elles ne procèdent que du vif désir de voir enfin l'Indochine dotée de cet organisme indépendant de l'administration, et vraiment représentatif de toutes les valeurs indochinoises dont M. Martial Merlin, après M Long, a proclamé la nécessité et reconnu tous les avantages.

La réorganisation du conseil le gouvernement de l'Indochine
(Troisième article)

LES POUVOIRS DU NOUVEL ORGANISME

par M. DE LANSALUT

(*La Dépêche coloniale*, 31 mars 1925)

Il a été précédemment soutenu que, pour assurer l'indépendance, la compétence et l'autorité de la représentation française et indigène en Indochine, la base de la réforme, d'une vraie réforme, de l'actuel conseil de gouvernement devait être recherchée et pouvait être trouvée dans l'institution d'une assemblée issue du suffrage universel des Français établis dans la colonie groupés en deux collèges distincts et, d'autre part, d'une consultation directe des indigènes qualifiés.

Il échet maintenant d'examiner quels pouvoirs peuvent et doivent être conférés au nouvel organisme, qu'on le dénomme Congrès de l'Union indochinoise ou autrement. Toutefois, avant d'aborder la discussion de cette partie du problème évoqué, il paraît préférable de s'arrêter au projet connexe de l'institution du Conseil supérieur de l'Indochine investi des pouvoirs et composé comme il a été dit plus haut.

Il se peut que la dualité d'assemblées ainsi prévues par M Martial Merlin soit conforme à ce que Taine appelait « l'esprit de symétrie et d'uniformité cher aux Français » et, qu'à l'instant où il prévoyait la création d'une sorte de chambre, M. Martial Merlin ait voulu, à l'image du Parlement, lui superposer une sorte de Sénat. Plus vraisemblablement, le gouvernement général, acculé à une réforme qu'il ne consent qu'à son corps défendant, a-t-il voulu, si modeste et si restreinte que soit cette réforme, maintenir dans son intégralité le prestige de l'administration et pouvoir aussi, le cas échéant, opposer aux manifestations du congrès les délibérations d'un organisme à son entière dévotion. Quel que soit l'objectif poursuivi par le gouvernement, il est constant que le conseil supérieur de l'Indochine sera, tel que prévu par M. Martial Merlin, un « organe de luxe » dont l'institution est injustifiable sur les bases et dans les conditions du projet de de M. Martial Merlin.

Rouage inutile

Elle est injustifiable parce que le Congrès ne saurait avoir, sous aucune forme, figure de Chambre, qu'il ne peut être investi, au moins à l'heure présente, d'aucun pouvoir législatif ; que longtemps encore, ses attributions, si largement comprises soient-elles, resteront limitées à la discussion de questions financières ou économiques ou étroitement dérivées.

En second lieu, ce qui fait éclater la parfaite inutilité du nouveau rouage, c'est que son champ d'action, sauf nuances de détail, est identiquement le même que celui imparti au congrès, et que, comme cette dernière assemblée, son rôle sera purement consultatif, le projet n'ayant pas voulu ou pas osé investir le Conseil supérieur du droit de réformer les délibérations du congrès. À la vérité, concéder ce droit de réformation au Conseil supérieur, ce serait ouvrir la porte à des conflits certains, surtout si, de par sa composition, le Conseil supérieur ne peut se prévaloir d'une indépendance et d'une autorité encore supérieures à celles que revendiquerait le congrès.

Ici trouve sa place une des critiques les plus fortes que l'on peut encore élever contre le projet de création du nouveau Conseil supérieur de l'Indochine. Si l'on se réfère à ce projet, l'on constate que cet organisme doit comprendre dix huit fonctionnaires, treize délégués du congrès, cinq délégués indigènes, dont trois, en réalité, seront à la désignation du gouvernement général. Ceci étant, les treize délégués du congrès ne pourront, sans forfaiture, être autre chose, au sein du Conseil supérieur, que les avocats des résolutions du congrès, mais, à ce titre, leur présence dans le nouvel organisme supérieur est une superfétation.

Prétendra-t-on, pour parer à cette critique, recruter en dehors du congrès tous les membres non fonctionnaires ? Mais alors il faudra faire appel à une nouvelle consultation du même corps électoral que celui prévu pour le congrès et même en rendant les conditions d'éligibilité plus étroites, cette double consultation serait tout à fait superflue. D'ailleurs quel Indochinois, soucieux de sa dignité et conscient de ses responsabilités, accepterait de faire partie de ce conseil supérieur alors que, dans cette assemblée, la majorité est acquise à l'administration et tellement voulue par elle qu'ayant dû, à la deuxième heure, élargir la part faite aux éléments non fonctionnaires, elle s'est en même temps empressée de renforcer le contingent fonctionnaire en ouvrant accès au conseil supérieur à cinq indigènes dont trois au moins lui devront leur nomination.

Ces seules observations jugent l'instillation du conseil supérieur reprise par M. Martial Merlin du projet de M. Long ; si elle devait être maintenue, il serait beaucoup plus loyal de dire : « Nous ne voulons pas reformer la représentation des populations de l'Indochine, nous maintenons le *statu quo*. »

Mais ce *statu quo* est tellement honni par l'opinion publique — il a été expressément condamné, d'ailleurs, par le gouvernement — que ce langage est désormais impossible et puisque l'institution d'un conseil supérieur aux attributions chevauchant sur celles du congrès est indéfendable, comme ci-dessus démontré, qu'il faut d'ailleurs simplifier les solutions que comporte le problème, quel sera donc le rôle exact du congrès de l'Union indochinoise ?

Le rôle du Congrès

Un rôle purement consultatif, déclare M. Martial Merlin ; il faut s'entendre et distinguer :

S'agit-il de questions purement financières ? Une fois de plus, ceux qui alimentent le budget par leurs contributions ont le droit de surveiller l'emploi des ressources qu'ils mettent ainsi au service du patrimoine commun. Ceci n'est pas seulement une thèse d'école : sa justice, sa nécessité, son intérêt ont été proclamés par un homme qui ne saurait être suspect. Dans son rapport de présentation du projet de décret instituant le conseil colonial de la Cochinchine, l'amiral Jauréguiberry écrivait les lignes suivantes qui, pour dater de 1880, et ne concerner que la Cochinchine, sont aujourd'hui d'application certaine à la question débattue :

« De grands intérêts sont en jeu dans cette vaste possession. L'administration d'un budget considérable produit par l'impôt engage dans une large mesure la responsabilité du gouvernement local et nécessite un contrôle sérieux.

« Il m'a semblé qu'on ne pouvait laisser plus longtemps, en dehors de l'étude de ces graves questions, ceux des sujets français qui sont venus apporter dans cette colonie naissante leurs capitaux, leur esprit d'entreprise, et les indigènes, aujourd'hui soumis à notre administration, qui supportent la plus large part des charges publiques ».

D'autre part, ce serait une injustice sans nom de méconnaître que, dans une très large mesure, le développement économique de l'Indochine est imputable à l'énergie persévérante, à la hardiesse et à la sagesse à la fois de tous ceux de nos compatriotes

qui y sont établis et que soutient, d'ailleurs, le plus sincère amour de ces pays, dont tous ceux qui les ont une fois connus gardent la nostalgie. Cela étant, et cela est, le moyen de douter que ceux qui sont depuis tant d'années les bons artisans de cette œuvre de colonisation qui défie toute comparaison ne sauront pas exercer au mieux de tous ces intérêts qui leur sont si chers, à tant de titres, les pouvoirs de gestion du patrimoine indochinois qui leur seraient dévolus.

Politique libérale

Autre face du problème : depuis des années, sur tous les tons, dans toutes les assemblées, sur les lèvres de tous les orateurs, se trouve cette déclaration formelle que les temps sont révolus où l'on gouvernait contre les autochtones des colonies, que l'heure est passée où on y gouvernait sans eux. Spécialement en Indochine, au cours de ces dernières années, a été pratiquée une politique indigène qui, exagérément idéologique, a autorisé tous les espoirs, fait germer toutes les ambitions et que vient fortifier cette vague de nationalisme qui déferle sur le monde entier. Et ces facteurs étant ceux qui viennent d'être indiqués, [comment justifier, au regard de nos sujets ou protégés, un marchandage quelconque de leur droit à être au moins associés à la gestion financière de leur propre pays ? S'y essayer serait la pire des folies ; le moment est venu où il faut savoir faire la part du feu.](#)

D'ailleurs, pour renforcer ces dernières observations, mieux, pour fixer d'une façon incontestable, les principes qui doivent régir la solution du problème posé, aucun argument ne saurait être plus puissant que celui qui va être emprunte aux déclarations faites à la Chambre, le 23 décembre dernier, par M. Daladier :

« Je n'en suis pas moins résolu, a dit le ministre, à suivre, avec toute la prudence nécessaire, avec tout le sens des réalités, une politique libérale conforme au génie de la race. »

Et encore : « Optons donc pour une politique de liberté parce qu'elle est conforme à la raison et à notre esprit national, et parce qu'elle est le seul moyen d'éviter les déceptions, les amertumes, les haines dont la France serait la première à souffrir. »

Contrôle nécessaire

Et maintenant, il devient aisé de conclure, en ce qui concerne le point spécial des attributions du conseil en matière financière.

Dans ce domaine, et seulement dans ce domaine, le système du projet qui consiste à n'investir le congrès que d'attributions consultatives, sans plus, est à écarter et il faut, au contraire, concéder au congrès des pouvoirs réels de délibération et de contrôle.

En conséquence, et réserve seulement faites pour les dépenses dites de souveraineté ou toutes dépenses d'un caractère obligatoire à fixer par décrets, il ne pourra être passé outre aux délibérations du congrès en matière budgétaire que par le chef de l'État sur la proposition du ministre des colonies.

Le congrès aura le droit d'émettre des avis sur toutes les dépenses et les recettes, sur les impôts ou taxes de toute nature, et il aura encore le droit d'initiative, sous cette réserve que toute proposition d'augmentation de dépenses ou d'abandon de taxes devra être accompagnée de l'indication d'une taxe de remplacement, d'une ressource nouvelle ou d'une économie égale dans le budget des dépenses.

Par voie de conséquence, pour permettre au Congrès d'exercer son contrôle sur les dépenses et recettes réellement engagées ou réalisées chaque année, le gouverneur général devra lui présenter un rapport sur les comptes définitifs de l'exercice écoulé.

Enfin, sous réserves, suivant le cas, des droits souverains du parlement ou de ceux du président de la République, le législateur colonial de droit commun dans les termes du *senatus consulte* du 3 mai 1854, aucun emprunt à la charge du budget général des

budgets locaux ou municipaux ne pourra être contracté sans l'avis conforme du Congrès.

Prudence

Que si, nonobstant les arguments précédemment invoqués en faveur de l'octroi au congrès d'effectives attributions en matière financière, certains, après l'énumération qui vient d'en être faite, estimaient qu'il est prématuré de doter le conseil des pouvoirs ci-dessus, la réponse à cette thèse serait aisée. Pour la ruiner définitivement, il suffirait en effet de remarquer que, par la loi du 19 décembre 1900, le parlement est allé encore plus loin en concédant à l'Algérie l'autonomie financière, à l'Algérie dont la contribution, à la décharge du budget métropolitain, se traduit par une trentaine de millions, alors que c'est quatre-vingt trois millions de francs que l'Indochine verse au budget de l'État sans préjudice de l'abondement des soldes militaires qu'elle conserve à sa charge.

Mieux encore, les attributions en matière financière sollicitées en faveur du congrès ne sont en définitive que celles-la mêmes octroyées au Grand Conseil de Tunisie et il serait impossible de justifier aussi bien vis-à-vis des Français d'Indochine que de nos sujets ou protégés un traitement moins libéral que celui que est ainsi sollicité.

Si l'examen du budget et des questions dérivées doit constituer l'objet essentiel des délibérations du congrès, dans intérêt bien compris de l'Indochine, il convient que soient encore soumises au congrès toutes autres questions financières ou économiques vitales pour la colonie que les circonstances viendraient à poser.

Toutefois, autant la concession au congrès de pouvoirs réels de délibération et de contrôle en matière budgétaire paraît impérieuse et juste, autant en dehors de ce domaine, il convient d'être prudent dans la détermination des attributions du congrès.

Il est impossible quand on examine cette autre face du problème d'oublier que l'Indochine est à trente jours de mer de la métropole, qu'elle est encerclée par le Siam, la Birmanie et la Chine — qu'elle est aux portes du Japon et aussi de certaines républiques soviétiques — que nous sommes en Indochine une poignée de Français noyés dans une masse indigène hétérogène, que nous avons à tenir compte des traités intervenus avec les souverains protégés de l'Annam et du Cambodge et que, dans ces conditions générales, il est absolument indispensable que, dans l'administration courante de notre empire indochinois, le gouverneur général ne soit entravé par aucune lisière, que son prestige reste hors de toute atteinte.

Dans cet esprit, en même temps que la charte du congrès spécifiera en termes formels l'interdiction de discuter aucune question politique, il faut admettre, avec M. Martial Merlin que le rôle de cet organisme sera purement consultatif, questions budgétaires ou d'emprunts exceptées.

Il n'est pas douteux, d'ailleurs, qu'en raison des lourdes responsabilités qu'il assume, et, parce que précisément dans le système de recrutement de ses membres qui a été préconisé, le congrès groupera toute une pléiade d'hommes de valeur, avertis des besoins de la colonie et soucieux de ses intérêts, le gouverneur général sera tout naturellement porté à fortifier ses actes d'avis conformes du congrès. Ici donc, et contrairement aux franchises accordées au Grand Conseil de Tunisie, aucun droit pour le congrès de requérir l'inscription à l'ordre du jour de ses sessions d'aucune question, même économique, seulement le droit d'émettre des vœux sous la condition que ces vœux, formulés par écrit et qui seront discutés en assemblée plénière, porteront la signature de la moitié au moins des membres du congrès et affecteront un caractère économique non contestable. À ce sujet, d'ailleurs, il conviendra de prévoir que tout vœu adopté par le congrès devra, à la session suivante, faire l'objet d'une communication écrite du gouverneur général indiquant la suite qui lui a été donnée ou les raisons qui s'opposent à sa prise en considération.

Les attributions du congrès, tout au moins au premier stade de l'organisation de la représentation de l'Indochine, étant ainsi délimitées, attributions modestes en définitive mais cependant pleines de grandeur et qui seront très certainement génératrices des plus heureux effets pour la colonie, il faudrait traiter maintenant la question du fonctionnement interne du congrès.

Publicité des séances

Pour ne pas allonger une étude déjà bien longue, les questions de publicité des séances du congrès, de publication de ses travaux et de la présidence des séances seront seulement retenues ici.

Tout bien pesé, et ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'une assemblée d'affaires et qu'il faut absolument éviter de lui donner figure de parlement, mieux vaut que le public ne soit pas admis à assister aux séances du congrès. Par contre, comme il convient que les populations indochinoises soient informées des conditions dans lesquelles leurs délégués remplissent le mandat qui leur a été confié, qu'il faut que les responsabilités soient, le cas échéant, établies, qu'il est tout à fait nécessaire et particulièrement désirable que dans la métropole, le ministre et tous ceux qu'intéressent les affaires indochinoises soient mis à même de se faire une opinion motivée sur toutes les manifestations du congrès et son fonctionnement, tous les travaux de cet organisme devront être constatés par des procès-verbaux faisant revivre la physionomie exacte des séances. À cet effet, ces procès-verbaux, repris de la sténographie, seront rédigés par un bureau comprenant un représentant de chacune des trois délégations, approuvés par le gouverneur général qui ne pourra en retrancher que les passages contraires aux intérêts de la France, au respect dû à tous ses représentants, à la sécurité de la colonie et aux bonnes mœurs, seront insérés *in extenso* au *Journal officiel* de la colonie dans la quinzaine de leur date.

Faire dépendre la présidence de l'assemblée, comme le prévoit le projet de M. Martial Merlin, du vote des membres du congrès serait une erreur. Cette présidence revient de droit au gouverneur général et nul plus que lui n'est qualifié pour l'exercer au mieux. Le fait que les séances du congrès ne seront pas publiques enlève tout inconvénient à ce que la question soit ainsi réglée. Présider les séances du congrès serait, de la part du gouverneur général, donner à cette assemblée une marque publique de considération qui lui est due et qui est surtout due à l'Indochine et ne saurait porter la moindre atteinte à l'indépendance des délégués. Dirigeant les débats, avec une impartialité qui est d'ores et déjà assurée, le gouverneur général serait en position de mieux saisir le sens et le fondement des observations qui se feront jour ; c'est aussi pour lui la possibilité de maintenir la discussion dans de sages limites et, surtout, de l'aiguiller le cas échéant dans les voies les plus conformes à la réalité des situations. À quelque point de vue que l'on se place, cette collaboration qui se poursuivrait sous cette nouvelle forme entre l'administration et les administrés ne pourrait qu'être profitable aux intérêts généraux de l'Indochine.

Si, à la gestion financière et économique de l'Indochine, le congrès doit être associé dans les conditions générales qui viennent d'être indiquées, étant donné que le congrès ne doit, sauf circonstances exceptionnelles, tenir chaque année qu'une session, il est nécessaire de pourvoir à cette même gestion dans l'intervalle de deux sessions.

À cet effet, le projet de M. Martial Merlin prévoit l'institution d'un conseil d'administration composé de partie des membres du conseil supérieur qui serait convoqué aussi souvent que les circonstances l'exigeraient. Cet organisme, qui n'est en définitive que celui-là même qui fonctionne présentement sous le nom de « commission permanente », ne peut évidemment qu'être institué, mais le conseil supérieur disparaissant dans la thèse et pour les motifs précédemment développés. L'organisation du conseil supérieur de l'Indochine serait à reprendre sur des bases nouvelles mises en

harmonie avec les attributions obligatoires ou facultatives qui seront finalement dévolues au congrès.

Ici se termine la contribution que je me suis permis d'apporter à cette question de la représentation des intérêts économiques de l'Indochine, question qui, il n'en faut pas douter, est l'objet des préoccupations de tous ceux qui aiment l'Indochine pour elle-même et la voudraient encore plus grande et plus prospère. Au second degré, ce même problème nécessite la discussion du conseil supérieur de l'Indochine, dont le moins que l'on puisse dire c'est que, nonobstant tout le dévouement, toute la compétence des personnalités éminentes qui le composent, en l'état du dernier décret organique de sa constitution et de son fonctionnement, il est voué à l'impuissance la plus certaine.

Mais celle dernière réforme, pour indispensable qu'elle soit, est moins urgente, moins essentielle que celle de l'actuel conseil de gouvernement et en réalisant celle-ci dans des voies qui, j'en suis tout à fait assuré, seront conformes aux intérêts libéralement compris de notre grand empire d'Extrême-Orient, M. Daladier acquerra des titres impérissables à la reconnaissance de l'Indochine entière.

Hanoï
(*L'Avenir du Tonkin*, 15 janvier 1926)

Souhaits de bienvenue. — Par le *Chili* sont arrivés, venant revoir le Tonkin qu'ils ont habité pendant de longues années, M. et madame de Lansalut à qui nous offrons nos meilleurs souhaits de bienvenue.

Hanoï
(*L'Avenir du Tonkin*, 10 mars 1926)

Prochain départ. — Nous avons été très heureux de revoir au milieu de nous — pour un temps malheureusement trop court — M^e de Lansalut, le distingué avocat-défenseur, et madame de Lansalut.

Après avoir visité Hué, M. et madame de Lansalut s'embarqueront pour regagner la France, la semaine prochaine. Nous prions M. et madame de Lansalut d'agréer nos meilleurs souhaits de bon retour.

LE DÉCÈS DE M^e CH. DE LANSALUT
(*L'Avenir du Tonkin*, 7 mars 1927, p. 1, col. 5)

C'est avec une profonde émotion et une très grande tristesse que nous avons appris au Palais ce matin la nouvelle de la mort de M^e Ch. de Lansalut, qui fut longtemps avocat-défenseur à Haïphong et qui s'était retiré il y a quelques années, laissant son étude à maîtres Larre et Coueslant.

S'il avait quitté l'Indochine, il en était resté cependant le grand admirateur, l'ami fidèle, et sa haute compétence trouvait un large champ d'action à Paris où il continuait à s'intéresser à toutes les importantes affaires de ce pays.

Avec M^e Ch. de Lansalut disparaît du monde colonial une personnalité très distinguée ; venu jeune à la colonie, il se révéla de suite un rude travailleur servi par une intelligence remarquable, et à l'âge où il quitta la Colonie, il devait espérer trouver au

milieu des siens, le repos qu'il n'avait jamais voulu connaître ici durant sa longue et belle carrière.

Sa mort sera ressentie d'une façon particulièrement douloureuse à Haïphong où la famille de Lansalut était très estimée et ne comptait que des sympathies. C'était un ami de notre journal, un ami de notre directeur, M. Dandolo, et nous avons nous-même autant d'admiration pour l'avocat plein de talent, que d'affection déférente pour l'homme charmant qu'il était. Nous nous inclinons bien bas devant le deuil cruel de madame Charles de Lansalut et de ses enfants à qui nous envoyons l'hommage ému de nos respectueuses condoléances, condoléances que nous adressons également à M^e Larre et Coueslant.

H. de M ¹.

LE DÉCÈS DE M^e DE LANSALUT
(*L'Avenir du Tonkin*, 12 mars 1927, p. 1, col. 5)

Nous lisons dans le *Courrier saïgonnais* du 5 mars 1927 le bel article suivant sur le regretté M^e Ch. de Lansalut :

Un radio d'hier nous apporte la triste nouvelle de la mort, survenue le même jour à Paris, de M^e Charles de Lansalut, administrateur de la Société française des Distilleries de l'Indochine et de très nombreuses autres sociétés.

M^e de Lansalut fut un grand avocat à la cour d'appel de Hanoi, et c'est l'avocat surtout qui était connu du public indochinois.

En réalité, il fut beaucoup plus qu'un maître du barreau, un colonisateur, l'un de ces hommes qui ont implanté notre pays en Extrême-Orient, fondé la France d'Asie.

Animateur puissant et conseiller très sage, on le trouve à l'origine de toutes les entreprises qui enrichissent le Nord-Annam et le Tonkin de leur activité : fondateur de sociétés pour l'exploitation des mines ou pour la création d'industries nouvelles, organisateur de sociétés de crédit, de compagnies de transports, de maisons de commerce, de constructions, il a participé à toutes les formes du développement économique de la colonie.

Puis, s'élevant au-dessus des nécessités quotidiennes, des intérêts matériels immédiats, il savait voir loin et juste. Inspirateur politique de notre grand confrère le *Courrier d'Haïphong*, ce *Temps* de l'Indochine, il s'y est montré homme de grande clairvoyance, et de libéralisme prudent, éloigné de toute démagogie. Il ne payait pas de mots, et seules comptaient les réalités.

Partisan de l'évolution des indigènes dans l'ordre et surtout selon le génie de leur race, il avait la préoccupation d'assurer leur mieux-être matériel et moral... et si l'effet des mesures préconisées par lui tardait trop à se faire sentir, il savait manifester sa philanthropie, d'une façon directe et surtout discrète.

Sa mort creusera dans tous les conseils d'administration dont il faisait partie un vide difficile à combler.

Elle laissera dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu d'unanimes regrets.

Il meurt à cinquante trois ans, après trente ans d'Indochine, et consacrés uniquement à l'Indochine, à sa prospérité, à la préparation de son avenir, de son évolution dans le calme.

Que sa veuve et ses enfants trouvent ici l'expression de nos condoléances émues.

¹ Henri de Massiac.